

# RELATIONS PRESSE CONFEDERALES



Communiqué de presse

## De l'ambition, il en faut pour Renault Flins

En mai 2020, la direction de Renault a annoncé l'arrêt de la production de nouveaux véhicules sur le site de Flins et la date de l'arrêt définitif a été annoncée, en juillet dernier, pour le 30 mars 2024. Le site de Flins est dédié à l'assemblage de voitures depuis 1952 ; dont, ces 10 dernières années, à la fabrication du premier véhicule électrique, la Zoé.

Pour la direction, il s'agit d'une transformation du site de Flins avec, à la fois :

- la poursuite d'activités déjà existantes comme, par exemple, l'emboutissage (fournisseur des éléments de carrosserie pour d'autres usines du groupe, voire d'autres constructeurs) ou le DLPA - magasin de pièces de rechange ;
- et de nouvelles activités de recyclage de véhicules dite d' « économie circulaire ».

Ces nouvelles activités battent de l'aile et les effectifs ainsi que les volumes n'ont jamais atteint les objectifs annoncés par la direction. Les effectifs ont fondu, passant progressivement de 4 000 travailleurs (Renault et intérimaires) à 2 300, en juillet 2023, en 4 ans.

Renault annonce également la vente à la découpe des terrains du site de Flins, pour empêcher toute possibilité d'un retour des chaînes de production ou d'un développement du site.

Cette situation s'inscrit dans le cadre d'une attaque sur l'ensemble du groupe Renault que la direction vient de découper en plusieurs entités (Horse, Ampère, etc.).

La fermeture de Flins serait une catastrophe pour l'emploi des jeunes des quartiers populaires du Mantois et des Mureaux qui n'auront plus la possibilité d'être embauchés à l'usine.

Pire encore : ce sont des milliers d'emplois induits, parmi les intérimaires, les sous-traitants - comme Adient, à Rosny-sur-Seine, qui a licencié plus de 170 salariés - ou l'entreprise de transport CAT mais aussi dans les commerces de proximité de l'usine, les lieux de vie des salariés concernés ou les services publics (hôpitaux, lycée pro, Poste, etc.) qui seront menacés !

Pour la CGT, le gouvernement a des leviers qu'il doit activer. C'est vrai à Flins et sur l'ensemble du territoire. L'État français ne doit pas laisser partir des filières porteuses d'emploi et doit répondre aux défis environnementaux.

La filière automobile a un avenir en France qui doit être construit avec les travailleuses et travailleurs, sur la base des besoins de la population et dans une perspective de transition environnementale.

Face à cette situation, la CGT organise une conférence de presse, le mercredi 15 novembre de 12h20 à 13h15, devant l'entrée principale de l'usine de Renault Flins, en présence de Sophie Binet, Secrétaire générale de la CGT, pour porter les revendications suivantes :

- NON à l'arrêt des chaînes de production et à la casse de l'emploi à Renault Flins !
- NON à la vente des terrains industriels du site de Flins !
- Garantie du maintien des emplois et embauche de tous les intérimaires en CDI, afin de préserver l'ensemble des emplois des sous-traitants et des emplois induits sur le territoire !
- Pour que l'État prenne ses responsabilités, en termes d'industrie, d'emploi, de progrès social et de réponse aux défis environnementaux.

Montreuil, le 9 novembre 2023